

JUSTEL - Législation consolidée

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/arrete/2021/02/25/2021040705/justel>

Dossier numéro : 2021-02-25/05

Titre

25 FEVRIER 2021. - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant des conditions générales et spécifiques d'exploitation applicables aux parkings

Situation : Intégration des modifications en vigueur publiées jusqu'au 03-11-2022 inclus.

Source : REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Publication : Moniteur belge du 03-03-2021 page : 18655

Entrée en vigueur : 10-03-2021

Table des matières

[CHAPITRE 1er.](#) - Champ d'application et Définitions

[Section 1.1.](#) - Champ d'application

Art. 1

[Section 1.2.](#) - Définitions

Art. 2

[CHAPITRE 2.](#) - Conditions générales d'exploitation relatives aux parkings couverts et non-couverts

[Section 2.1.](#) - Utilisation, aménagement et signalisation

Art. 3-11

[Section 2.2.](#) - Entretien et contrôle

Art. 12-15

[Section 2.3.](#) - Zone de recharge pour véhicules électriques

Art. 16-21

[Section 2.4.](#) - Parking vélos

Art. 22-23

[CHAPITRE 3.](#) - Conditions d'exploitation spécifiques aux parkings non-couverts

Art. 24-26

[CHAPITRE 4.](#) - Conditions d'exploitation spécifiques aux parkings couverts

[Section 4.1.](#) - Aménagement du parking

Art. 27-31

[Section 4.2.](#) - Sécurité

Art. 32-38

[Section 4.3.](#) - Gestion des équipements

Art. 39

[Section 4.4.](#) - Normes de qualité de l'air

Art. 40

[Section 4.5.](#) - Ventilation

[Sous-section 4.5.1.](#) - Ventilation mécanique

Art. 41-47

[Sous-section 4.5.2.](#) - Ventilation naturelle

Art. 48-50

[Sous-section 4.5.3.](#) - Dérogation aux conditions standards de ventilation

Art. 51-54

[Sous-section 4.5.4.](#) - Contrôle, entretien et travaux aux installations de ventilation mécanique et aux dispositifs de sécurité associés

Art. 55-57

[Sous-section 4.5.5.](#) - Etude de la qualité de l'air

Art. 58

[Sous-section 4.5.6.](#) - Modélisation de la ventilation

Art. 59

[CHAPITRE 5.](#) - Dispositions finales

Art. 60-61

Texte

[CHAPITRE 1er.](#) - Champ d'application et Définitions

[Section 1.1.](#) - Champ d'application

Article [1er](#). Le présent arrêté transpose partiellement la directive (UE) 2018/844 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments et la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique.

Le présent arrêté s'applique aux parkings visés à la rubrique 68 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe IB, IC, ID, II et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative au permis d'environnement, ainsi qu'à la rubrique 224 de l'ordonnance du 22 avril 1999 fixant la liste des installations de classe IA visée à l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

Il ne s'applique pas :

- 1° aux parkings à rangement automatisé ;
- 2° aux parkings utilisés exclusivement pour le stationnement de véhicules de classe M3, N2, N3, T, C, S, de véhicules à usages spéciaux ainsi que leurs remorques respectives, définis par l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

[Section 1.2.](#) - Définitions

[Art. 2.](#) Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° parking : ensemble d'emplacements où sont garés des véhicules à moteur ;
- 2° parking couvert : parking muni d'une couverture, c'est-à-dire une toiture étanche ;
- 3° parking non couvert : parking non muni d'une couverture ou ensemble de boxes de garage accessibles individuellement par une aire de manœuvre non-couverte ;
- 4° rénovation importante : la ou les rénovations successives sur une période de 5 ans qui concernent l'enveloppe ou les systèmes techniques du bâtiment ou du parking qui ont un coût total supérieur à 25% de la valeur du bâtiment à l'exclusion de la valeur du terrain sur lequel il se trouve.
- 5° parking existant : parking autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté par un permis d'environnement ou ayant été couvert par un permis d'environnement échu depuis moins de 2 ans, ou dont la demande de permis d'environnement a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui ne subit pas, après l'entrée en vigueur du présent arrêté, de rénovation importante ;
- 6° nouveau parking : parking ne répondant pas à la définition de l'article 2, 5° ;
- 7° parking à rangement automatisé : parking où les véhicules sont rangés, à l'aide de machines automatiques ou non, sans le concours du conducteur dans le véhicule et qui n'accueille pas de public ;
- 8° parking à usage public : parking desservant des commerces, parking public ou tout autre parking, niveau de parking ou poche de parkings, accessibles au public ;
- 9° autorité compétente : autorité qui délivre le certificat ou le permis d'environnement en vertu de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement ;
- 10° Bruxelles Environnement : Bruxelles Environnement créé par l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant Bruxelles Environnement ;
- 11° résistance au feu (REI t) : classification européenne qui rend compte de l'aptitude d'un élément d'un ouvrage à conserver, pendant une durée déterminée en minutes (t), la capacité portante (R), l'étanchéité (E) et/ou l'isolation thermique (I) requises, spécifiées dans un essai normalisé de résistance au feu ;
- 12° box de garage : espace intérieur de stationnement et destiné au stationnement d'un maximum de 2 véhicules ;
- 13° RGIE : arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le Règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique ;
- 14° conditions standards de ventilation : les conditions de ventilation fixées à la sous-section 4.5.1 ou à la sous-section 4.5.2 du chapitre 4 de l'arrêté ;
- 15° SIAMU : Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente ;
- 16° technicien compétent : une personne ou un service technique, attaché ou non à l'établissement, dont la compétence, en ce qui concerne la mission qui lui est confiée, est généralement reconnue au vu de la formation et/ou de l'expérience établie ;
- 17° point de recharge pour véhicules électriques : point de recharge au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 mars 2019 portant des mesures d'exécution sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;
- 18° déchets : les déchets au sens de l'article 3, 1°, de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets ;
- 19° déchet dangereux : les déchets dangereux au sens de l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets ;
- 20° ascenseur pour voiture : ascenseur utilisé pour déplacer les véhicules et leurs passagers entre les différents niveaux de parking ;
- 21° éclairage de sécurité : éclairage qui, en cas de défaillance de l'éclairage artificiel ordinaire, garantit la reconnaissance et l'utilisation en toute sécurité des possibilités d'évacuation à tout moment pendant l'utilisation du local.

[CHAPITRE 2.](#) - Conditions générales d'exploitation relatives aux parkings couverts et non-couverts

[Section 2.1.](#) - Utilisation, aménagement et signalisation

[Art. 3.](#) Le parking est réservé au stationnement de véhicules et de leurs remorques. Il est interdit de l'utiliser à d'autres fins, notamment d'y réaliser des opérations d'entretien et de réparation de véhicules et d'y réaliser du stockage, sauf si le permis d'environnement l'autorise explicitement, sous réserve du respect des règles de compartimentage reprises au point 5.2 de l'annexe 2 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire.

La présence de toute installation classée dans le parking, non liée au fonctionnement du parking, est interdite. Une dérogation peut néanmoins être accordée dans le cadre du permis d'environnement s'il est démontré qu'elle ne présente pas de risque.

[Art. 4.](#) Les emplacements de parcage ainsi que les éventuelles zones de chargement/déchargement sont clairement délimités par un marquage au sol, sauf si le permis d'environnement y déroge expressément. Ce marquage est différencié en fonction du type d'utilisation, tel que stationnement ou zone de déchargement.

Il est interdit de stationner en dehors des emplacements identifiés par un marquage au sol.

Le cas échéant, des panneaux signalant qu'il est interdit de stationner en dehors des emplacements identifiés par un marquage au sol sont placés à des endroits visibles des usagers. Des éléments physiques (tels que des potelets) sont également placés si nécessaire, de façon à empêcher tout stationnement.

[Art. 5.](#) Chaque emplacement doit être accessible directement à partir des voies de circulation internes.

Le permis d'environnement peut déroger à cette obligation. La demande de dérogation doit être motivée de manière à prouver qu'il n'y a pas d'augmentation de risque pour la sécurité des utilisateurs et que l'utilisation n'augmentera pas les manoeuvres de véhicules de manière significative.

[Art. 6.](#) La signalétique réglementant la circulation dans le parking doit être la même que celle utilisée dans le code de la route porté par l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

[Art. 7.](#) Dans les parkings à usage public, pour chaque niveau de parking qui compte plus de 50 emplacements, des voies de circulation piétonne sont prévues et clairement identifiées au moyen d'un marquage au sol différencié. Si ce parking est également utilisé ou traversé par des cyclistes, un cheminement cycliste est également indiqué par marquage au sol.

[Art. 8.](#) L'entrée et la sortie des véhicules doivent être organisées d'une façon telle que celles-ci ne puissent constituer une gêne ou un danger pour les piétons et les cyclistes.

Lorsque l'entrée ou la sortie du parking est susceptible de perturber la circulation en voirie, le permis d'environnement peut notamment imposer la création d'une zone d'attente sur le site.

[Art. 9.](#) Les entrées et sorties du parking sont disposées de manière à assurer une visibilité suffisante des piétons et des véhicules circulant sur la voie publique.

[Art. 10.](#) Les rampes du parking sont munies de parapets résistants aux chocs aux endroits potentiellement dangereux de manière à éviter tout risque de chute de véhicules.

[Art. 11.](#) Lorsque le parking dispose d'un ascenseur pour véhicule, toutes les mesures doivent être prises afin de garantir :

- 1° la qualité de l'air dans l'ascenseur de manière à ce qu'elle ne puisse jamais devenir toxique ni explosive ;
- 2° la sécurité des personnes ;
- 3° un risque d'incendie limité ;
- 4° un sprinklage pour les nouveaux parkings.

[Section 2.2.](#) - Entretien et contrôle

[Art. 12.](#) Le parking est en tout temps maintenu dans un bon état de propreté par un entretien régulier, notamment par l'évacuation des déchets qui pourraient s'y trouver.

[Art. 13.](#) L'exploitant du parking doit garantir :

- 1° le bon état du marquage au sol des emplacements, des bandes cyclables, des zones interdites au stationnement et des voies de circulation piétonne ;
- 2° le bon état des aménagements réalisés pour veiller à la bonne organisation de l'entrée et de la sortie du parking ;
- 3° le bon état des sorties de secours, porte sectionnelle le cas échéant, de la signalétique et de l'éclairage de sécurité.

Lorsque la porte sectionnelle constitue la 2ème sortie de secours, en cas de remplacement de celle-ci, elle devra être munie d'une porte piétonne.

[Art. 14.](#) Lorsque le parking dispose d'un équipement d'épuration des eaux usées, celui-ci doit être contrôlé au minimum une fois par an et entretenu ou vidé si nécessaire.

Toute fuite accidentelle d'hydrocarbure doit être immédiatement traitée à l'aide de substances absorbantes inertes telles que le sable.

Les substances absorbantes souillées ainsi que les boues et hydrocarbures récoltés sont considérés comme des déchets dangereux et doivent faire l'objet d'un enlèvement et d'une élimination selon la législation en vigueur.

[Art. 15.](#) Lorsque le parking dispose d'un ascenseur pour véhicule, celui-ci doit être entretenu selon les recommandations du fabricant.

[Section 2.3.](#) - Zone de recharge pour véhicules électriques

[Art. 16.](#) Les installations de recharge pour véhicules électriques doivent être conformes au RGIE.

[Art. 17.](#) Pour tout nouveau parking, un local technique doit être prévu pour accueillir une cabine électrique haute tension afin de réaliser le raccord des points de recharge au réseau électrique.

[Art. 18.](#) Sans préjudice de l'article 36, un extincteur de 6 kg minimum d'unité d'extinction doit être placé à proximité immédiate des installations de recharge et entretenu annuellement.

Le Gouvernement fixera les éventuelles conditions de sécurité supplémentaires nécessaires aux zones de

recharge pour véhicules électriques.

[Art. 19.](#)

<Abrogé par ARR 2022-09-29/08, art. 10, 002; En vigueur : 13-11-2022>

[Art. 20.](#) Les nouveaux parkings prévoient les conduits nécessaires pour le passage du câblage électrique afin de permettre l'installation future d'un point de recharge pour chaque place de parking.

[Art. 21.](#)

<Abrogé par ARR 2022-09-29/08, art. 10, 002; En vigueur : 13-11-2022>

[Section 2.4.](#) - Parking vélos

[Art. 22.](#) § 1er. Sans préjudice d'autres législations en vigueur, tout nouveau parking doit prévoir des emplacements de stationnement pour vélo en nombre suffisant et en lien avec l'activité du site.

Une proposition motivée d'aménagement d'emplacements vélo doit accompagner toute demande de permis ou de prolongation de permis d'environnement.

Pour les parkings existants, une évaluation qualitative et quantitative de l'adéquation entre l'offre en stationnement vélo du site et la demande, en situation existante et projetée, doit être réalisée par l'exploitant à chaque prolongation du permis d'environnement.

§ 2. Dans le cas d'activités susceptibles de recevoir des visiteurs, la possibilité de mettre des emplacements vélos à disposition des visiteurs doit également être évaluée par l'exploitant. Une proposition en ce sens d'aménagement d'emplacements vélo à destination des visiteurs doit accompagner toute demande de permis ou de prolongation de permis d'environnement.

§ 3. Sans préjudice d'autres législations en vigueur, le permis d'environnement peut fixer un nombre minimum d'emplacements vélo sur le site et de points de recharge électrique à destination des vélos.

[Art. 23.](#) § 1er. Pour tout nouveau parking, les emplacements vélos de longue durée, notamment pour les résidents ou les travailleurs, doivent être couverts de manière à être protégés des intempéries. Cette exigence s'applique également, dans la mesure du possible, aux sites existants.

§ 2. Dans la mesure du possible, les emplacements de stationnement pour vélos sont localisés à proximité des entrées et de plain-pied. A défaut, ils sont accessibles via les noyaux de circulation verticale et/ou par une pente douce, en veillant à minimiser le nombre de portes et de marches à franchir. Ils sont également à disposition de l'ensemble des usagers du site.

§ 3. Si l'accès aux emplacements vélos est prévu par un ascenseur, celui-ci doit avoir une profondeur minimale de 2 m.

§ 4. Le permis d'environnement peut fixer des modalités d'aménagement supplémentaires.

§ 5. Tout nouvel immeuble doit comporter 2 m² minimum de zone de stationnement par vélo.

A défaut de prévoir 2 m² de zone de stationnement par vélo, le demandeur doit motiver la qualité des aménagements vélos dans la demande de permis d'environnement ou de prolongation de permis d'environnement.

§ 6. Toute nouvelle zone de stationnement pour vélos, dont l'accès se fait par une rampe de parking, doit se trouver au maximum à un niveau de différence par rapport à la voie publique et le cheminement y menant doit garantir la sécurité des utilisateurs.

§ 7. Toute nouvelle zone de stationnement pour vélos doit garantir une aire de manœuvre de 2 m minimum entre, d'une part, les vélos et, d'autre part, les obstacles fixes tels que les murs.

§ 8. Tout nouvel emplacement vélo doit être pourvu d'un support adapté, permettant de ranger le vélo facilement et de le sécuriser. Le support doit au minimum permettre :

1° de maintenir le vélo par le cadre ;

2° d'attacher le cadre et une roue du vélo à un support fixe à l'aide d'un antivol en U.

§ 9. Les systèmes de stationnement étagés et verticaux sont interdits. Une demande de dérogation à cette interdiction peut toutefois être demandée dans le cadre du permis d'environnement pour :

1° les sites existants ;

2° les projets dont le nombre d'emplacements vélos est supérieur à 50 ;

3° les immeubles prévoyant des emplacements vélo longue durée.

§ 10. Le permis d'environnement peut déroger aux exigences du présent article moyennant une demande adéquatement motivée.

[CHAPITRE 3.](#) - Conditions d'exploitation spécifiques aux parkings non-couverts

[Art. 24.](#) La végétation est entretenue de manière à ne pas constituer un obstacle visuel pour les usagers.

[Art. 25.](#) Lorsque le parking est aménagé avec un dispositif d'infiltration des eaux de pluie, l'utilisation de sel de déneigement est interdite sur les surfaces perméables ou celles reliées aux dispositifs d'infiltration.

Les structures infiltrantes sont entretenues au minimum annuellement afin d'en garantir la fonction drainante.

[Art. 26.](#) L'éclairage artificiel du parking est installé judicieusement de manière à ne pas gêner le voisinage ni à perturber la faune protégée.

L'éclairage du parking doit être suffisant pour permettre aux piétons de se déplacer en toute sécurité, d'être visibles et de repérer aisément les sorties.

L'éclairage du parking doit viser le rationnement de l'énergie au moyen d'un système de détection de présence ou tout autre système intelligent.

CHAPITRE 4. - Conditions d'exploitation spécifiques aux parkings couverts

Section 4.1. - Aménagement du parking

Art. 27. Des panneaux signalant l'interdiction de laisser tourner le moteur du véhicule à l'arrêt et l'interdiction de fumer sont disposés de façon visible à l'entrée et à chaque niveau du parking.

Art. 28. Le revêtement du sol est conçu en matériaux solides, ininflammables, étanches aux hydrocarbures et permettant un nettoyage aisé.

Art. 29. Il est interdit de chauffer le parking, sauf au moyen d'un système de recyclage d'air provenant du bâtiment. Le permis d'environnement peut également autoriser l'installation de systèmes destinés à maintenir le parking et/ou les rampes d'accès hors gel.

Art. 30. Les boutons interrupteurs de l'éclairage sont munis de voyants lumineux.

Art. 31. L'éclairage du parking est suffisant pour permettre aux personnes de se déplacer et de repérer aisément les issues.

Le parking est pourvu d'un éclairage de sécurité conforme aux prescriptions des normes NBN EN 1838, NBN C71-100 et EN 60589-2-22 ou à toutes autres normes offrant des garanties équivalentes.

Section 4.2. - Sécurité

Art. 32. Il est interdit de stationner des véhicules LPG dans les parkings couverts sauf si le parking et les véhicules respectent les prescriptions de l'arrêté royal du 17 mai 2007 fixant les mesures en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion auxquelles les parkings fermés doivent satisfaire pour le stationnement des véhicules LPG. L'autorisation d'accepter des véhicules LPG est prescrite de manière explicite dans le permis d'environnement.

Lorsque les véhicules alimentés au LPG ne sont pas admis dans le parking, cette interdiction est clairement affichée aux différentes entrées carrossables du parking.

Art. 33. Tous travaux effectués aux parois du parking le sont de manière à garantir le maintien ou l'amélioration de leurs caractéristiques de résistance au feu.

Art. 34. Sauf avis contraire du SIAMU, tous les conduits, gaines, grilles de ventilation, susceptibles de mettre en communication le parking et d'autres locaux annexes à celui-ci, sont munis de clapets coupe-feu ou de grilles foisonnantes dont le degré de résistance au feu est équivalent à celui requis pour les parois ou portes traversées.

Les conduites de gaz présentes à proximité des places de stationnement doivent être protégées par un élément pare-flamme EI60 avec une largeur de 30 cm supérieure au diamètre de la conduite.

La présence de conduite de gaz au sein du parking est autorisée à condition :

- que ces conduites de gaz soient en acier et assemblées par soudage ;
- que les accessoires et appareillages de ces conduites de gaz soient de type RHT, comme stipulé dans les normes NBN D 51-003 et NBN D 51-004 ;
- que ces conduites de gaz soient protégées des chocs éventuels de la part des véhicules ;
- que ces conduites de gaz soient placées au-dessus des allées de circulation.

Cependant, lorsque la pénétration dans le parking ou la remontée de la conduite se trouve au-dessus d'un emplacement de stationnement, une conduite de raccordement vers les conduites placées au-dessus des allées de circulation est autorisée ;

- et qu'une vanne de coupure de l'alimentation en gaz soit prévue à l'extérieur du compartiment parking et utilisable par le service d'incendie.

Art. 35. Les nouveaux parkings sont conçus en tenant compte des éléments suivants :

1° Le parking doit disposer d'un nombre suffisant d'issues judicieusement réparties, avec un minimum de 2 issues et une distance maximale à parcourir vers l'issue la plus proche de 45 mètres, permettant à la fois une évacuation aisée des personnes et un accès rapide des services de secours. Ces issues doivent être signalées par des pictogrammes réglementaires. De chaque endroit du parking, au moins l'un de ces pictogrammes doit être visible.

2° Le parking est séparé de toutes les autres parties destinées à l'occupation humaine du bâtiment par des parois (R)EI 60 et des portes EI1 30 sollicitées à la fermeture.

3° Les portes situées sur les chemins d'évacuation permettant la sortie du bâtiment (portes d'accès aux cages d'escalier, porte d'entrée du bâtiment...) ne peuvent pas être verrouillées durant les heures d'utilisation du parking et doivent rester accessibles à tout utilisateur du parking.

Un verrouillage est cependant autorisé lorsque l'escalier ou la porte mène à un couloir privatif, à condition qu'un système de déverrouillage automatique des portes en cas d'incendie soit installé et permette à chaque utilisateur du parking d'emprunter cette issue de secours. Ce système doit être doublé d'un bouton de déverrouillage d'urgence.

Lorsque la porte sectionnelle constitue une issue de secours, un renforcement de l'éclairage, un mode d'emploi et une manipulation aisée sont assurés.

4° Tout emplacement gênant l'accès aux rampes, aux entrées et sorties carrossables, aux cages d'escalier et ascenseurs ainsi qu'aux issues de secours et aux moyens de lutte contre l'incendie est interdit. Cette interdiction est clairement signalée au moyen d'un marquage au sol différencié et/ou de pictogrammes.

5° Les issues et voies d'évacuation du parking ont une largeur minimale de 0,8 mètre.

L'exploitant garantit en tout temps l'accès à ces issues par un marquage au sol interdisant le stationnement et au besoin par une séparation physique tel qu'une barrière, un muret ou tout autre système assurant un résultat équivalent.

L'exploitant garantit également une évacuation aisée des locaux adjacents et plus spécifiquement des locaux techniques, autres que les caves individuelles.

6° Un jeu de plans du parking est mis à disposition du service d'incendie à chaque entrée carrossable du parking, en accord avec le SIAMU. Les moyens de protection, les moyens d'extinction et les voies d'intervention sont indiqués sur ces plans.

Les parkings existants peuvent déroger au présent article sous réserve de l'accord du SIAMU.

[Art. 36.](#) Les moyens de lutte contre l'incendie doivent être constitués au minimum d'extincteurs portatifs à charge de 6 kg d'unité d'extinction à raison d'un appareil par 10 emplacements ou fraction de 10 emplacements. Ces extincteurs sont placés à des endroits judicieux.

Tout autre dispositif de lutte contre l'incendie est également autorisé s'il a fait l'objet d'une validation par le SIAMU.

[Art. 37.](#) Les installations de ravitaillement au CNG sont interdites dans les parkings couverts.

Il est interdit de procéder à toute forme de ravitaillement de véhicule au sein du parking au moyen d'une installation ne faisant pas partie intégrante du parking, y compris au moyen d'installations mobiles et ce pour tout type de carburant ou recharge. Le permis d'environnement peut déroger à cette interdiction, sur avis du SIAMU.

[Art. 38.](#) Il est interdit de prélever l'air des parkings pour ventiler d'autres lieux que des locaux techniques.

[Section 4.3.](#) - Gestion des équipements

[Art. 39.](#) L'exploitant du parking vérifie quotidiennement le fonctionnement et réalise l'entretien, au moins annuellement de ce qui suit:

1° L'éclairage général ainsi que l'éclairage de sécurité ;

2° Les éventuels mécanismes sécurisés d'ouverture des accès permettant l'évacuation des bâtiments ;

3° Les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, dévidoirs, sprinklage) ;

4° L'ensemble du système de ventilation (ventilateurs, conduites, gaines, orifices d'apports d'air ou de rejets d'air vicié...) ;

5° Les sorties de secours (porte sectionnelle le cas échéant), signalétique et éclairage de sécurité.

L'exploitant veille à ce que les équipements soient conformes et permettent d'atteindre les normes fixées dans le présent arrêté et le permis d'environnement.

[Section 4.4.](#) - Normes de qualité de l'air

[Art. 40.](#) La ventilation, mécanique ou non, du parking sera d'une efficacité telle que l'atmosphère ne puisse jamais y devenir toxique ou explosive.

La concentration moyenne en monoxyde de carbone (CO) ne pourra pas dépasser :

1° 50 ppm (parties par million) sur une période de mesure de 30 minutes ;

2° 90 ppm (parties par million) sur une période de mesure de 15 minutes ;

3° 120 ppm (parties par million) de concentration maximale à ne pas dépasser à la plus haute résolution temporelle du moniteur de mesure.

La concentration moyenne en dioxyde d'azote (NO₂) ne pourra pas dépasser :

1° 1 000 µg/m³ (microgrammes par mètre cube) sur une période de mesure de 20 minutes ;

2° 400 µg/m³ (microgrammes par mètre cube) sur une période de mesure de 60 minutes.

Les rejets d'air provenant du parking ne peuvent pas générer, dans les lieux accessibles au public aux alentours du parking, de dépassements des normes précisées par ou en vertu du Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'énergie relatives à la qualité de l'air ambiant.

[Section 4.5.](#) - Ventilation

[Sous-section 4.5.1.](#) - Ventilation mécanique

[Art. 41.](#) L'installation d'un système de ventilation mécanique respectant les conditions reprises dans la présente sous-section est obligatoire afin d'assurer le respect des normes de qualité de l'air au sein des parkings

couverts.

La capacité à plein régime du système d'extraction, calculée par niveau, doit au moins être égale à 200 m³/heure par emplacement de parcage et le système de ventilation doit assurer au moins un renouvellement de l'air du parking toutes les 3 heures.

Le système de ventilation est équipé d'un tableau d'activation/désactivation manuelle à destination du service SIAMU.

Art. 42. § 1er. La mise en route du système de ventilation à plein régime est réglée d'une des façons suivantes :

1° Le système de ventilation se déclenche selon une programmation horaire qui tient compte des horaires des utilisateurs, du respect des normes de qualité de l'air au sein du parking, définies à l'article 40 et de l'utilisation rationnelle de l'énergie. L'horloge doit être munie d'une batterie de manière à rester opérationnelle même durant ou après une panne de courant de minimum 2 heures.

2° Le système de ventilation est couplé au dispositif de commande de l'ouverture de la porte d'accès des véhicules ou de l'allumage de l'éclairage du parking.

La durée de fonctionnement du système de la ventilation sera calculée de façon à garantir, en tout temps, le respect des normes de qualité de l'air au sein du parking, définies à l'article 40.

3° Le système de ventilation mécanique est asservi à un système de détection des concentrations de CO et de NO₂. Cette évaluation se fait par niveau, sur base des taux instantanés de monoxyde de carbone et de dioxyde d'azote mesurés à chaque sonde. Dès que le taux instantané mesuré à l'un des capteurs CO dépasse 50 ppm, la ventilation s'enclenche. La ventilation ne peut s'arrêter avant que le taux instantané de CO ne soit revenu sous les 50 ppm. La ventilation à plein régime devra en outre fonctionner au minimum 15 minutes. Cette procédure est également à respecter pour le NO₂ avec une valeur seuil de 1.000 µg/m³.

§ 2. La ventilation mécanique des parkings à usage public est obligatoirement asservie à un système de détection de CO et de NO₂.

Art. 43. § 1er. Les caractéristiques de l'installation de détection et de mesure du CO et du NO₂ sont les suivantes :

1° La mesure du taux de CO et du NO₂ s'effectue en continu par une installation comportant des sondes fixes.

2° Le nombre de sondes nécessaires pour chaque niveau est déterminé en fonction de la configuration du parking. La surface couverte par une sonde ne peut néanmoins pas dépasser 400 m².

3° Les sondes sont placées :

- a) à minimum 1,5 mètre de hauteur ;
- b) dans des endroits facilement accessibles ;
- c) à l'écart de toute source de perturbation ou d'exposition aux intempéries ;
- d) de façon à éviter des erreurs de mesure dues à des entrées directes d'air extérieur.

4° Les sondes sont protégées de tout endommagement mécanique, sans que leur efficacité n'en soit diminuée.

5° En cas de panne ou de défectuosité du système de déclenchement, le système de ventilation mécanique doit automatiquement s'enclencher à capacité maximale et ce jusqu'à la réparation effective du système de déclenchement.

§ 2. Tout équipement fixe de contrôle de CO et du NO₂ installé après l'entrée en vigueur du présent arrêté doit également se conformer à la norme EN 50545-1 ou à toute autre norme équivalente.

Art. 44. Les installations de ventilation sont conçues de manière :

1° à éviter les exfiltrations de l'air du parking vers les cages d'escalier, les couloirs, les halls, les locaux contigus ou les gaines d'ascenseur ;

2° à permettre leur contrôle et leur entretien réguliers, ainsi que les travaux éventuels, (tels que démontage ou réparation).

Art. 45. L'apport d'air frais est assuré au moyen d'orifices d'aération judicieusement répartis et prévus en nombre suffisant de façon à permettre un balayage complet du parking.

Les prises d'air extérieur sont, en outre, situées dans des endroits garantissant une bonne qualité de l'air et suffisamment éloignées des rejets d'air vicié.

Dans les nouveaux parkings, les rejets d'air doivent se faire verticalement en toiture et au moins à 8 mètres de toute fenêtre ou prise d'air, sauf si le permis d'environnement autorise explicitement un autre débouché. Néanmoins, les orifices des rejets d'air vicié ne peuvent, en aucun cas, constituer de gêne pour les piétons et/ou les riverains.

Art. 46. Tout box de garage construit après l'entrée en vigueur du présent arrêté doit être équipé de deux orifices de ventilation :

1° l'un en haut, d'une section d'au moins 500 cm² et d'une hauteur d'au moins 15 cm ;

2° l'autre en bas, d'une section d'au moins 200 cm².

Ces orifices de ventilation mettent chaque box de garage en communication directe avec l'extérieur ou avec une allée de circulation du parking.

Ces ouvertures peuvent être munies d'une grille afin d'éviter toute effraction.

Aucune ouverture de ventilation ne peut être présente sur les parois séparant deux box de garage.

Art. 47. § 1. Pour les ventilateurs installés après l'entrée en vigueur de l'arrêté, d'un débit nominal de 20.000

m³/h ou plus, installés dans un parking, un ou plusieurs compteurs électriques spécifiques doivent permettre de comptabiliser la consommation électrique de l'ensemble du système de ventilation du parking. Les compteurs sont placés de façon à permettre un relevé aisé de la consommation électrique, soit directement sur les ventilateurs, soit sur le réseau électrique spécifique aux ventilateurs.

L'exploitant est tenu de réaliser un relevé annuel de la consommation électrique du système de ventilation du parking. La consommation annuelle, ainsi que la différence de consommation avec l'année précédente, sont consignées dans le registre spécifié à l'article 56.

§ 2. Les ventilateurs soumis à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 juin 2018 relatif aux exigences PEB applicables aux systèmes de chauffage et aux systèmes de climatisation pour le bâtiment lors de leur installation et pendant leur exploitation, ne sont pas soumis aux exigences du paragraphe 1er.

Sous-section 4.5.2. - Ventilation naturelle

Art. 48. Sans préjudice d'autres législations en vigueur plus strictes, les exigences quant à la ventilation mécanique des parkings, telles que visées à la sous-section 4.5.1 de l'arrêté ne s'appliquent pas si le parking répond aux articles 49 ou 50 relatifs au parking ventilé naturellement.

Art. 49. Pour qu'un parking couvert puisse être considéré comme ventilé naturellement, il faut que chaque niveau dispose de deux façades opposées satisfaisant aux conditions suivantes :

- 1° ces façades sont en tout point distantes de maximum 60 mètres ;
- 2° chacune de ces façades comporte des ouvertures dont la surface d'ouverture utile vaut au moins 1/6ème de la surface totale des parois verticales (intérieures et extérieures) du périmètre de ce niveau;
- 3° les ouvertures sont réparties uniformément sur la longueur de chacune des 2 façades ;
- 4° entre ces deux façades, des obstacles éventuels sont admis, pour autant que la surface utile d'écoulement d'air (en tenant compte d'une occupation complète des emplacements pour voitures) soit au moins égale à la surface des ouvertures requise dans chacune de ces façades ;
- 5° la distance horizontale à ciel ouvert entre ces façades et tout obstacle extérieur (bâtiment voisin, talus, mur de cour anglaise, etc.) doit être d'au moins 5 mètres, ou 1/4 de la distance entre les deux façades.

Art. 50. Les parkings ne comportant qu'un seul niveau en sous-sol peuvent également être considérés comme des parkings ventilés naturellement, s'ils répondent aux conditions suivantes:

- 1° le parking soit pourvu d'ouvertures dont la surface est au moins égale à 0,15 m² par emplacement ;
- 2° les ouvertures dans les plafonds et murs ne soient pas distantes de plus de 20 mètres l'une de l'autre ;
- 3° les ouvertures débouchent directement vers l'extérieur ou disposent d'une gaine de maximum 2 mètres de long.

Si le parking comprend des demi-niveaux de parkings, on considère que deux demi-niveaux consécutifs constituent un seul niveau.

Cet article ne peut s'appliquer aux parkings à usage public que si une étude de la qualité de l'air du parking, conforme à l'article 58, est annexée à la demande de dérogation et démontre le respect de l'article 40.

Sous-section 4.5.3. - Dérogation aux conditions standards de ventilation

Art. 51. Les parkings existants qui respectent les conditions de ventilations reprises dans le permis d'environnement en cours de validité, peuvent déroger aux conditions de la sous-section 4.5.1.

Cet article ne peut s'appliquer aux parkings à usage public que si une étude de la qualité de l'air du parking, conforme à l'article 58, est annexée à la demande de dérogation et démontre le respect de l'article 40.

Art. 52. Pour tous les parkings existants dont le permis d'environnement ne contient aucune condition relative au système de ventilation et ne répondant pas aux conditions standards de ventilation, une dérogation à ces conditions peut être demandée dans le cadre de la demande de permis d'environnement ou de sa prolongation.

Dans ce cas, une étude de la qualité de l'air du parking, conforme à l'article 58, doit être annexée à la demande de dérogation. Cette étude peut également être demandée dans le cadre de la prolongation du permis d'environnement par l'autorité délivrante pour les parkings visés à l'article 51.

Art. 53. Pour les nouveaux parkings, ne répondant pas aux conditions standards de ventilation, une dérogation à celles-ci peut être demandée dans le cadre de la demande de permis d'environnement. Dans ce cas, une modélisation de la ventilation, conforme à l'article 59, permettant d'évaluer sa capacité à atteindre les normes de qualité de l'air fixées à l'article 40 doit accompagner la demande de dérogation.

Le titulaire du permis fournit à l'autorité compétente, dans les trois mois de la mise en exploitation du parking, une étude de la qualité de l'air du parking attestant du respect des normes de qualité de l'air de l'article 40. Cette étude est conforme à l'article 58.

Art. 54. Lorsque les résultats de l'étude de la qualité de l'air intérieur d'un parking indiquent un non-respect des normes de qualité de l'air, telles que définies à l'article 40, la ventilation du parking doit être améliorée et un planning de mise en conformité doit être présenté à l'autorité compétente endéans les 3 mois.

Dans un délai de 18 mois après cette constatation, la mise en conformité doit être réalisée et une nouvelle étude de qualité de l'air, conforme à l'article 58, doivent être réalisées. Cette étude doit démontrer le respect des

normes reprises à la sous-section 4.5.1 du présent arrêté et être transmise à l'autorité compétente.

Sous-section 4.5.4. - Contrôle, entretien et travaux aux installations de ventilation mécanique et aux dispositifs de sécurité associés

Art. 55. Les ventilateurs visés par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 juin 2018 relatif aux exigences PEB applicables aux systèmes de chauffage et aux systèmes de climatisation, ne sont pas soumis aux exigences de l'article 56. Ils garantissent cependant le débit imposé par le permis d'environnement.

Art. 56. Les installations de ventilation sont entretenues et contrôlées au minimum une fois par an par un technicien compétent de façon à garantir le débit imposé par le permis d'environnement.

L'attestation d'entretien et de contrôle comprend au minimum la date et une description des constatations et de l'intervention.

L'exploitant tient un registre des entretiens et des contrôles. Ce registre est mis à disposition de l'autorité compétente durant une période de deux ans.

Art. 57. Les systèmes de détection et de mesure de CO et de NO₂ (capteur, analyseur et système de régulation.) présents dans le parking, sont entretenus, calibrés et contrôlés au minimum une fois par an ou à la fréquence recommandée par le fabricant.

L'exploitant doit disposer, en tout temps, d'un contrat d'entretien de son installation de contrôle de CO et de NO₂, passé avec une société spécialisée.

Le titulaire du permis d'environnement doit garder pendant 2 ans, à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, les documents et les factures d'entretien qu'il reçoit, ainsi que le récapitulatif des dépassements des normes de qualité de l'air (concentrations moyennes et instantanées) définies à l'article 40.

Sous-section 4.5.5. - Etude de la qualité de l'air

Art. 58. Toute étude de la qualité de l'air intérieur des parkings visée dans le présent arrêté répond aux conditions suivantes :

- 1° l'étude est réalisée durant les périodes d'activité maximale du parking ;
- 2° l'étude est réalisée par un organisme compétent qui doit pouvoir attester de cette compétence en matière de formation et/ou d'expérience relevantes ;
- 3° les points de mesures sont choisis aux endroits où l'émission est maximale (à l'exception des zones non accessibles aux piétons telles que les rampes d'accès) ou dans les zones à priori moins bien ventilées (zones " mortes "...) ;
- 4° les points de mesures doivent se situer au minimum à 1,5 m de hauteur ;
- 5° la durée des mesures doit permettre d'obtenir des résultats fiables ;
- 6° l'appareillage utilisé pour la mesure du monoxyde de carbone ou des oxydes d'azote répond à la norme EN 50545-1 ou à toute autre norme équivalente ;
- 7° l'étude doit conclure au respect ou non des conditions reprises à l'article 40 du présent arrêté.

Sous-section 4.5.6. - Modélisation de la ventilation

Art. 59. Toute modélisation de la ventilation d'un parking couvert visée dans le présent arrêté répond aux conditions suivantes :

- 1° elle est réalisée par un expert compétent au vu de la formation et/ou de l'expérience établies en matière de modélisation de la qualité de l'air des parkings ;
- 2° elle utilise un logiciel reconnu et dont la méthodologie de calcul est disponible ;
- 3° elle est détaillée par niveau ;
- 4° elle est basée sur les normes de qualité de l'air définies à l'article 40.

CHAPITRE 5. - Dispositions finales

Art. 60. § 1er L'arrêté entre en vigueur à partir du 10 mars 2021.

§ 2. L'arrêté du gouvernement relatif aux ratios de points de recharge visé à l'article 21 devra être adopté pour, au plus tard, le 31/12/2021.

Cet arrêté entrera en vigueur au plus tard le 1er janvier 2025.

§ 3. Les parkings à usage public existants disposent de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté pour se conformer au paragraphe 2 de l'art. 42.

Art. 61. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

JUSTEL - Geconsolideerde wetgeving

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/bsluit/2021/02/25/2021040705/justel>

Dossiernummer : 2021-02-25/05

Titel

25 FEBRUARI 2021. - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene en bijzondere uitbatingsvoorwaarden van toepassing op parkings

Situatie : De van kracht zijnde wijzigingen, gepubliceerd tot en met 03-11-2022, zijn verwerkt.

Bron : BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

Publicatie : Belgisch Staatsblad van 03-03-2021 bladzijde : 18655

Inwerkingtreding : 10-03-2021

Inhoudstafel

[HOOFDSTUK 1.](#) - Toepassingsgebied en definities

[Afdeling 1.1.](#) - Toepassingsgebied

Art. 1

[Afdeling 1.2.](#) - Definities

Art. 2

[HOOFDSTUK 2.](#) - Algemene uitbatingsvoorwaarden betreffende overdekte en niet-overdekte parkings

[Afdeling 2.1.](#) - Gebruik, inrichting en signalisatie

Art. 3-11

[Afdeling 2.2.](#) - Onderhoud en controle

Art. 12-15

[Afdeling 2.3.](#) - Oplaadzone voor elektrische voertuigen

Art. 16-21

[Afdeling 2.4.](#) - Fietsparkeerplaatsen

Art. 22-23

[HOOFDSTUK 3.](#) - Bijzondere uitbatingsvoorwaarden voor niet-overdekte parkings

Art. 24-26

[HOOFDSTUK 4.](#) - Bijzondere uitbatingsvoorwaarden voor overdekte parkings

[Afdeling 4.1.](#) - Inrichting van de parking

Art. 27-31

[Afdeling 4.2.](#) - Veiligheid

Art. 32-38

[Afdeling 4.3.](#) - Beheer van de uitrustingen

Art. 39

[Afdeling 4.4.](#) - Normen voor de luchtkwaliteit

Art. 40

[Afdeling 4.5.](#) - Ventilatie

[Onderafdeling 4.5.1.](#) - Mechanische ventilatie

Art. 41-47

[Onderafdeling 4.5.2.](#) - Natuurlijke ventilatie

Art. 48-50

[Onderafdeling 4.5.3.](#) - Afwijking van de standaard ventilatievoorwaarden

Art. 51-54

[Onderafdeling 4.5.4.](#) - Controle, onderhoud en werkzaamheden aan de installaties voor de mechanische ventilatie en de bijhorende veiligheidsvoorzieningen

Art. 55-57

[Onderafdeling 4.4.5.](#) - Studie van de luchtkwaliteit

Art. 58

[Onderafdeling 4.4.6.](#) - Modellerings van de ventilatie

Art. 59

[HOOFDSTUK 5.](#) - Slotbepalingen

Art. 60-61

Tekst

[HOOFDSTUK 1.](#) - Toepassingsgebied en definities

[Afdeling 1.1.](#) - Toepassingsgebied

Artikel [1](#). Huidig besluit zet gedeeltelijk de richtlijn (EU) 2018/844 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 2010/31/EU betreffende de energieprestatie van gebouwen en de richtlijn 2012/27/EU betreffende energie-efficiëntie om.

Dit besluit is van toepassing op parkings zoals bedoeld in rubriek 68 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IB, IC, ID, II en III in uitvoering van artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, en rubriek 224 van de ordonnantie van 22 april 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IA van artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

Het is niet van toepassing:

- 1° op parkings met geautomatiseerd parkeren;
- 2° op parkings die uitsluitend worden gebruikt voor het parkeren van voertuigen van klasse M3, N2, N3, T, C, S, voertuigen voor speciale doeleinden en hun aanhangwagens, zoals bepaald door het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

[Afdeling 1.2.](#) - Definities

[Art. 2.](#) Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° parking: geheel van plaatsen waar motorvoertuigen zijn geparkeerd;
- 2° overdekte parking: parking voorzien van een bedekking, d.w.z. een luchtdicht dak;
- 3° niet-overdekte parking: parking zonder dak, of geheel van garageboxen die individueel toegankelijk zijn via een niet-overdekte manoeuvreerruimte;
- 4° ingrijpende renovatie: de renovatie of de opeenvolgende renovaties over een periode van 5 jaar waarbij de totale kosten van de renovatie met betrekking tot de bouwschil of de technische bouwsystemen of de parking hoger zijn dan 25% van de waarde van het gebouw, exclusief de grond waarop het gebouw zich bevindt.
- 5° bestaande parking: parking die voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit een milieuvergunning heeft ontvangen of die gedekt was door een milieuvergunning die sinds minder dan 2 jaar vervallen is, of waarvan de milieuvergunningsaanvraag werd ingediend voor de inwerkingtreding van dit besluit en die, na de inwerkingtreding van dit besluit, geen ingrijpende verbouwingen heeft ondergaan.
- 6° nieuwe parking: parking die niet beantwoordt aan de definitie onder artikel 2, 5° ;
- 7° parking met geautomatiseerd parkeren: parking waar de voertuigen met behulp van al dan niet automatische machines worden geparkeerd, zonder medewerking van de bestuurder in het voertuig, en die geen publiek ontvangt;
- 8° parking voor openbaar gebruik: parking bestemd voor handelszaken, openbare parking of elke andere parking, parkeer verdieping of gedeelte van een parking, toegankelijk voor publiek ;
- 9° bevoegde overheid: overheid die het milieu-atteest of de milieuvergunning aflevert krachtens de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;
- 10° Leefmilieu Brussel: Leefmilieu Brussel opgericht door het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van Leefmilieu Brussel;
- 11° brandweerstand (REI t): Europese classificatie die rekening houdt met het vermogen van een bouwelement om gedurende een bepaalde tijdsduur uitgedrukt in minuten (t) te voldoen aan de voor de standaardproef voor de brandwerendheid gespecificeerde criteria ten aanzien van de dragende functie (R), de vlamdichtheid (E) en/of thermische isolatie (I);
- 12° garagebox: binnenruimte van een parking en bedoeld om maximaal 2 voertuigen te parkeren;
- 13° AREI: koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard;
- 14° standaard ventilatievoorwaarden: de in onderafdeling 4.5.1 of onderafdeling 4.5.2 van hoofdstuk 4 van het besluit bepaalde ventilatievoorwaarden;
- 15° DBDMH: Dienst Brandweer en Dringende Medische Hulp;
- 16° bevoegde technicus: een persoon of een technische dienst, al dan niet aan de instelling verbonden, wiens bevoegdheid om de hem toevertrouwde opdracht te vervullen in het algemeen erkend is gelet op de bewezen vorming en/of ervaring;
- 17° oplaadpunt voor elektrische voertuigen: oplaadpunt in de zin van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 maart 2019 houdende uitvoerende maatregelen betreffende de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen;
- 18° afvalstoffen: afvalstoffen zoals omschreven in artikel 3, punt 1, van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen;
- 19° gevaarlijke afvalstoffen: gevaarlijke afvalstoffen zoals omschreven in artikel 3, punt 2, van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen;
- 20° autolift: lift gebruikt voor het verplaatsen van de voertuigen met hun passagiers tussen de verschillende parkeerbouwlagen;
- 21° veiligheidsverlichting : verlichting die, bij het uitvallen van de gewone kunstmatige verlichting, de herkenning en het gebruik in alle veiligheid van vluchtmogelijkheden steeds waarborgt wanneer de locatie in gebruik is.

[HOOFDSTUK 2.](#) - Algemene uitbatingsvoorwaarden betreffende overdekte en niet-overdekte parkings

[Afdeling 2.1.](#) - Gebruik, inrichting en signalisatie

[Art. 3.](#) De parking is voorbehouden voor het parkeren van voertuigen en hun aanhangwagens. Het is verboden hem voor andere doeleinden te gebruiken, met inbegrip van onderhoud en herstelling van voertuigen en opslag, tenzij uitdrukkelijk toegestaan door de milieuvergunning, op voorwaarde dat de compartimenteringsregels vermeld in punt 5.2 van bijlage 2 van het Koninklijk Besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen inzake brand- en explosiepreventie waaraan gebouwen moeten voldoen, in acht worden genomen.

De aanwezigheid in de parking van elke ingedeelde inrichting die geen verband houdt met de werking van de parking is verboden. Er kan echter een afwijking worden toegestaan in het kader van de milieuvergunning, indien wordt aangetoond dat de inrichting geen risico inhoudt.

[Art. 4.](#) De parkeerplaatsen en de eventuele laad/loszones worden duidelijk aangegeven door een markering op de vloer, tenzij de milieuvergunning daar uitdrukkelijk van afwijkt. De markering verschilt naargelang het gebruikstype, zoals een parkeerplaats of een loszone.

Parkeren buiten een door een markering op de vloer aangeduide plaats is verboden.

In voorkomend geval worden op voor de gebruikers zichtbare plaatsen borden aangebracht die aangeven dat parkeren buiten een door een markering op de vloer aangeduide plaats verboden is. Fysieke elementen (zoals

paaltjes) worden eveneens aangebracht indien genoodzaakt, om wild parkeren onmogelijk te maken.

[Art. 5.](#) Elke plaats moet rechtstreeks toegankelijk zijn via interne verkeerswegen.

De milieuvergunning kan afwijken van deze verplichting. Het verzoek om afwijking moet worden gemotiveerd om te bewijzen dat het risico voor de veiligheid van de gebruikers niet wordt vergroot en dat het gebruik de manoeuvres van voertuigen niet beduidend zal doen toenemen.

[Art. 6.](#) De signalisatie die het verkeer in de parking reglementeert, moet dezelfde zijn als die van het verkeersreglement gedragen door het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.

[Art. 7.](#) In parkings voor openbare gerbuik wordt voor elke parkeerverdieping met meer dan 50 plaatsen voetgangerspaden voorzien die duidelijk zijn aangeduid met een markering op de vloer. Indien deze parking ook door fietsers wordt gebruikt of fietsers er door rijden, wordt ook een fietsstrook aangeduid met een markering op de vloer.

[Art. 8.](#) Het in- en uitrijden van de voertuigen moet zo worden georganiseerd dat het geen hinder of gevaar vormt voor voetgangers en fietsers.

Als het in- of uitrijden van de parking het verkeer op de openbare weg kan hinderen, kan de milieuvergunning met name de inrichting van een wachtzone op de site opleggen.

[Art. 9.](#) De in- en uitritten van de parking worden zo aangelegd dat ze een voldoende zichtbaarheid bieden op de voetgangers en voertuigen op de openbare weg.

[Art. 10.](#) De hellingen van de parking zijn op de potentieel gevaarlijke plaatsen voorzien van schokvaste relingen die elk risico van het vallen van voertuigen vermijden.

[Art. 11.](#) Als de parking over een autolift beschikt, moeten alle maatregelen worden getroffen voor de garantie van:

- 1° de kwaliteit van de lucht in de lift, zodat ze nooit giftig of explosief kan worden;
- 2° de veiligheid van de personen;
- 3° een beperkt brandgevaar;
- 4° een sprinklerinstallatie voor nieuwe parkings.

[Afdeling 2.2.](#) - Onderhoud en controle

[Art. 12.](#) De parking wordt altijd net gehouden door middel van een regelmatig onderhoud, met meer bepaald de verwijdering van mogelijk aanwezig afval.

[Art. 13.](#) De uitbater van de parking moet zorgen voor:

- 1° de goede staat van de markering op de vloer van de parkeerplaatsen, de fietsstroken, de zones waar niet mag worden geparkeerd en de voetgangerspaden;
- 2° de goede staat van de inrichtingen voorzien voor de goede organisatie van het in- en uitrijden van de parking;
- 3° de goede staat van de nooduitgangen (sectionaalpoorten in voorkomend geval), de signalisatie en de veiligheidsverlichting.

Wanneer de sectionaalpoort de tweede nooduitgang vormt, moet deze, indien ze wordt vervangen, worden uitgerust met een voetgangerspoort.

[Art. 14.](#) Als de parking over een uitrusting voor de zuivering van afvalwater beschikt, moet ze ten minste eenmaal per jaar worden gecontroleerd en onderhouden of indien nodig geledigd.

Elk accidenteel lek van koolwaterstoffen moet onmiddellijk met behulp van absorberende stoffen zoals zand worden opgeruimd.

Vervuilde absorberende stoffen, maar ook slib en opgevangen koolwaterstoffen, worden als gevaarlijk afval beschouwd en moeten worden verwijderd en opgeruimd volgens de geldende wetgeving.

[Art. 15.](#) Als de parking over een voertuiglift beschikt, moet hij worden onderhouden volgens de voorschriften van de fabrikant.

[Afdeling 2.3.](#) - Oplaadzone voor elektrische voertuigen

[Art. 16.](#) De installaties voor het opladen van elektrische voertuigen moeten aan het AREI voldoen.

[Art. 17.](#) Voor elke nieuwe parking moet een technisch lokaal voorzien zijn voor een hoogspanningscabine om de laadpunten op het elektriciteitsnet aan te sluiten.

[Art. 18.](#) Onverminderd artikel 36 moet in de onmiddellijke nabijheid van de oplaadinstallatie een brandblusser van minimum 6 kg bluseenheid worden geplaatst die jaarlijks wordt onderhouden.

De Regering zal de eventuele bijkomende veiligheidsvoorwaarden preciseren die nodig zijn voor de oplaadzones voor elektrische voertuigen.

Art. 19.

<Opgeheven bij BESL 2022-09-29/08, art. 10, 002; Inwerkingtreding : 13-11-2022>

Art. 20. De nieuwe parkings zullen de nodige kokers voorzien voor de elektrische kabels die de latere installatie van een laadpunt voor elke parkeerplaats mogelijk maken.

Art. 21.

<Opgeheven bij BESL 2022-09-29/08, art. 10, 002; Inwerkingtreding : 13-11-2022>

Afdeling 2.4. - Fietsparkeerplaatsen

Art. 22. § 1. Onverminderd andere geldende regelgeving moet elk nieuwe parking een voldoende aantal fietsparkeerplaatsen voorzien voor de activiteit van de site.

Een gemotiveerd voorstel voor de inrichting van fietsparkeerplaatsen moet bij elke milieuvergunningsaanvraag of de verlenging ervan worden gevoegd.

Voor de bestaande parkings moet bij elke verlenging van de milieuvergunning een kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie door de uitbater worden gemaakt van de toereikendheid van het aanbod van fietsparkeerplaatsen tegenover de vraag, in de bestaande en geplande situatie.

§ 2. In het geval van activiteiten waarbij mogelijk bezoekers worden ontvangen, moet ook de mogelijkheid door de uitbater worden overwogen om de bezoekers over fietsparkeerplaatsen te laten beschikken. Elke aanvraag voor een milieuvergunning of voor haar verlenging moet samengaan met een voorstel voor de inrichting van fietsparkeerplaatsen voor de bezoekers.

§ 3. Onverminderd andere geldende regelgeving kan de milieuvergunning een minimaal aantal fietsparkeerplaatsen op de site en elektrische laadpunten ter beschikking van de fietsen opleggen.

Art. 23. § 1. Voor elk nieuwe parking moeten de fietsparkeerplaatsen voor lange duur, meer bepaald voor de bewoners of werknemers, overdekt zijn als bescherming tegen weer en wind. Deze voorwaarde geldt ook, in de mate van het mogelijke, voor de bestaande sites.

§ 2. De fietsparkeerplaatsen worden in de mate van het mogelijke bij de ingangen en gelijkvloers ingericht. Als dat niet kan, zijn ze toegankelijk via de verticale verkeerskernen en/of via een zachte helling, waarbij het aantal te passeren deuren en treden tot het minimum wordt beperkt. Ze staan ook ter beschikking van alle gebruikers van de site.

§ 3. Als de fietsparkeerplaatsen via een lift worden bereikt, moet die een minimale diepte hebben van 2 m.

§ 4. De milieuvergunning kan bijkomende modaliteiten voor de inrichting bepalen.

§ 5 Elk nieuw gebouw moet minstens 2 m² fietsparkeerruimte hebben.

Indien er geen fietsparkeerruimte van 2 m² kan worden voorzien moet de aanvrager de kwaliteit van de fietsinrichting in de milieuvergunningsaanvraag of -verlenging motiveren.

§ 6. Elke nieuwe fietsparkeerplaats die via een helling van de parking bereikbaar is, moet zich maximaal één verdieping hoger of lager bevinden dan de openbare weg en moet veilig toegankelijk zijn voor de gebruikers.

§ 7. Elke nieuwe fietsparkeerplaats moet over een manoeuvreerruimte van minimum 2 m beschikken tussen, enerzijds, de fietsen en, anderzijds, vaste obstakels zoals muren.

§ 8. Elke nieuwe fietsparkeerplaats moet voorzien zijn van een steun die geschikt is om de fiets gemakkelijk weg te zetten en te beveiligen. De steun moet het ten minste mogelijk maken om:

1° de fiets bij het frame vast te houden;

2° het frame en een wiel van de fiets met een U-vormig slot aan een vaste steun te bevestigen.

§ 9. In rijen boven elkaar geplaatste en verticale stallingssystemen zijn verboden. In het kader van de milieuvergunning kan echter een afwijking op dit verbod worden gevraagd voor:

1° de bestaande sites;

2° de projecten met meer dan 50 fietsparkeerplaatsen;

3° gebouwen met fietsparkeerplaatsen voor langdurig stallen.

§ 10. De milieuvergunning mag afwijken van de eisen van dit artikel op voorwaarde dat er een voldoende gemotiveerde aanvraag wordt ingediend.

HOOFDSTUK 3. - Bijzondere uitbatingsvoorwaarden voor niet-overdekte parkings

Art. 24. De vegetatie wordt onderhouden zodat ze geen visueel obstakel voor de gebruikers vormt.

Art. 25. Als de parking aangelegd is met een voorziening voor de infiltratie van regenwater, is het gebruik van strooizout verboden op de doorlaatbare oppervlakken of de oppervlakken die met de infiltratievoorzieningen verbonden zijn.

De infiltratiestructuren worden ten minste jaarlijks onderhouden om de drainerende werking te verzekeren.

Art. 26. De kunstmatige verlichting van de parking wordt oordeelkundig geïnstalleerd om de omgeving niet te hinderen en de beschermde fauna niet te storen.

De parking moet voldoende verlicht zijn om de voetgangers in staat te stellen zich veilig te verplaatsen,

zichtbaar te zijn en de uitgangen gemakkelijk te vinden.

De verlichtingsinstallatie van de parking moet het energieverbruik verdelen aan de hand van een aanwezigheidsdetectiesysteem of een ander intelligent systeem.

HOOFDSTUK 4. - Bijzondere uitbatingsvoorwaarden voor overdekte parkings

Afdeling 4.1. - Inrichting van de parking

Art. 27. Op elke verdieping en bij de ingang van de parking worden goed zichtbaar borden aangebracht met het verbod om de motor van stilstaande voertuigen te laten draaien en met het rookverbod.

Art. 28. De vloerbedekking is gemaakt van sterke, niet-ontvlambare materialen die lekdicht zijn tegen koolwaterstoffen en een vlotte reiniging toelaten.

Art. 29. Het is verboden de parking te verwarmen, tenzij met een systeem dat lucht uit het gebouw recycleert. De milieuvergunning kan ook de installatie toelaten van systemen die de parking en/of de hellingen vorstvrij houden.

Art. 30. De knoppen van de verlichtingsschakelaars zijn van indicatielampjes voorzien.

Art. 31. De parking is voldoende verlicht om de personen in staat te stellen zich veilig te verplaatsen en de uitgangen gemakkelijk te vinden.

De parking is voorzien van een veiligheidsverlichting volgens de voorschriften van de normen NBN EN 1838, NBN C71-100 en EN 60589-2-22 of elke andere norm die equivalente garanties biedt.

Afdeling 4.2. - Veiligheid

Art. 32. Het is verboden om LPG-voertuigen in de overdekte parkings te parkeren, tenzij de parking en de voertuigen de voorschriften naleven van het koninklijk besluit van 17 mei 2007 tot vaststelling van de maatregelen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de gesloten parkeergebouwen moeten voldoen om LPG-voertuigen te parkeren. De toelating om LPG-voertuigen te aanvaarden, wordt uitdrukkelijk in de milieuvergunning vermeld.

Wanneer LPG-voertuigen niet in de parking toegelaten zijn, wordt dat verbod duidelijk aangekondigd bij de verschillende inritten van de parking.

Art. 33. Alle werken aan de wanden van de parking moeten het behoud of de verbetering van hun brandwerende eigenschappen garanderen.

Art. 34. Behoudens tegengesteld DBDMH-advies, alle leidingen, kokers en ventilatieroosters die de parking kunnen verbinden met andere aanpalende lokalen worden voorzien van brandkleppen of brandwerende roosters met dezelfde brandweerstand als de wanden of deuren waar ze doorheen gaan.

De gasleidingen in de nabijheid van parkeerplaatsen moeten worden beveiligd met een vlamkering EI 60 die 30 cm breder is dan de diameter van de leiding.

De aanwezigheid van gasleidingen in het parking is toegelaten op voorwaarde:

- dat deze gasleidingen uit staal zijn en gelast;
- dat de leidingonderdelen en de toestellen van deze gasleidingen van het type RHT zijn, zoals bepaald in de normen NBN D 51-003 en NBN D 51-004;
- dat deze gasleidingen beschermd zijn tegen eventuele schokken afkomstig van voertuigen;
- dat deze gasleidingen boven de circulatiewegen worden geplaatst.

Wanneer de positie van de binnenkomende of van de verticale aansluiting zich evenwel boven een parkeerplaats bevindt, dan is een verbindingsleiding naar de leidingen boven de circulatiewegen toegestaan;

- en dat een afsluitklep voor de gasvoorziening wordt voorzien aan de buitenzijde van het parkeercompartiment, die door de brandweer kan worden gebruikt.

Art. 35. Het ontwerp van de nieuwe parkings houdt rekening met de volgende elementen:

1° De parking moet over een voldoende aantal oordeelkundig verdeelde uitgangen beschikken, met minimum 2 uitgangen en een maximale afstand van 45 meter tot de dichtstbijzijnde uitgang, die een vlotte evacuatie van de personen en een snelle toegang van de hulpdiensten mogelijk maken; deze uitgangen worden met de reglementaire pictogrammen aangegeven. Vanop elke plaats van de parking moet ten minste één van deze pictogrammen zichtbaar zijn.

2° De parking is afgescheiden van alle andere delen die bestemd zijn voor menselijk gebruik van het gebouw door wanden met (R)EI 60 en zelfsluitende deuren met EI1 30.

3° De deuren van de evacuatiewegen om het gebouw te verlaten (toegangsdeuren van de trappenhuisen, toegangsdeur van het gebouw...) mogen tijdens de gebruiksuren van de parking niet op slot zijn en moeten toegankelijk blijven voor alle gebruikers van de parking.

Een vergrendeling is echter toegestaan als de trap of de deur naar een privégang leidt, op voorwaarde dat een automatische ontgrendeling van de deuren bij brand wordt geïnstalleerd zodat elke gebruiker van de parking deze nooduitgang kan gebruiken. Dit systeem moet worden aangevuld met een noodknop voor automatische

ontgrendeling.

Indien de sectionaalpoort een nooduitgang vormt, moet worden gezorgd voor een sterkere verlichting, een gebruiksaanwijzing en een gemakkelijke bediening.

4° Parkeerplaatsen die de toegang tot de hellingen, de in- en uitritten, de trappenhuisen, de liften, de nooduitgangen en de brandbestrijdingsmiddelen belemmeren, zijn verboden. Dit verbod wordt duidelijk aangegeven door middel van een aparte markering op de vloer en/of pictogrammen.

5° De uitgangen en de evacuateroutes van de parking zijn ten minste 0,8 meter breed.

De uitbater garandeert de toegang tot deze uitgangen te allen tijde met een markering op de vloer die parkeren verbiedt, en indien nodig met een fysieke afscheiding zoals een hek, een muurtje of een ander systeem dat een equivalent resultaat verzekert.

De uitbater garandeert eveneens een vlotte evacuatie van de aanpalende lokalen en meer bepaald de technische lokalen, met uitzondering van de individuele kelders.

6° Een exemplaar van de plannen van het parkeergebouw is ter beschikking van de brandweer bij elke berijdbare ingang van het parkeergebouw, in overeenstemming met de DBDMH. De beschermingsmiddelen, blusmiddelen en interventiewegen zijn aangegeven op die plannen.

De bestaande parkings kunnen afwijken van dit artikel onder voorbehoud van goedkeuring door de DBDMH.

[Art. 36.](#) De brandbestrijdingsmiddelen moeten ten minste draagbare blustoestellen met 6 kg bluseenheden omvatten, a rato van één blustoestel per 10 parkeerplaatsen of deel van 10 parkeerplaatsen. Deze blustoestellen worden op oordeelkundig gekozen locaties geplaatst.

Alle andere brandbestrijdingsmiddel zijn eveneens toegelaten indien ze gevalideerd zijn door de DBDMH.

[Art. 37.](#) Installaties voor de bevoorrading met CNG zijn verboden in de overdekte parkings.

Het is verboden om op de parking te tanken door middel van een installatie die geen integraal deel uitmaakt van de parking, ook niet door middel van mobiele installaties, voor elk type brandstof of bijvulling. De milieuvergunning kan van dit verbod afwijken, op advies van de DBDMH.

[Art. 38.](#) Het is verboden om lucht uit de parkings aan te zuigen voor de ventilatie van andere plaatsen dan technische lokalen.

[Afdeling 4.3.](#) - Beheer van de uitrustingen

[Art. 39.](#) De uitbater van de parking verifieert dagelijks de werking en voorziet ten minste jaarlijks in het onderhoud van:

1° De algemene verlichting en veiligheidsverlichting;

2° De eventuele beveiligde mechanismen voor de opening van de nooduitgangen voor de evacuatie van de gebouwen;

3° De brandbestrijdingsmiddelen (blustoestellen, brandslangen, sprinklers);

4° Het geheel van het ventilatiesysteem (ventilatoren, leidingen, kokers, openingen voor de toevoer van verse lucht of de afvoer van vervuilde lucht...);

5° De nooduitgangen (sectionaalpoorten in voorkomend geval), de signalisatie en de noodverlichting.

De uitbater ziet erop toe dat de uitrustingen conform zijn en het mogelijk maken te voldoen aan de normen die zijn vastgelegd in dit besluit en in de milieuvergunning.

[Afdeling 4.4.](#) - Normen voor de luchtkwaliteit

[Art. 40.](#) De al dan niet mechanische ventilatie van de parking moet effectief genoeg zijn opdat de atmosfeer nooit giftig of explosief zou kunnen worden.

De gemiddelde concentratie koolstofmonoxide (CO) mag niet hoger zijn dan:

1° 50 ppm (deeltjes per miljoen) over een meetperiode van 30 minuten;

2° 90 ppm (deeltjes per miljoen) over een meetperiode van 15 minuten;

3° 120 ppm (deeltjes per miljoen) maximale concentratie die niet mag worden overschreden op de hoogste temporele resolutie van de meetmonitor.

De gemiddelde concentratie stikstofdioxide (NO₂) mag niet hoger zijn dan:

1° 1 000 µg/m³ (microgram per kubieke meter) over een meetperiode van 20 minuten;

2° 400 µg/m³ (microgram per kubieke meter) over een meetperiode van 60 minuten.

De luchtuitstoot uit de parking mag, in de voor het publiek toegankelijke ruimten rondom de parking, geen overschrijdingen veroorzaken van de normen, gepreciseerd door of krachtens het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing betreffende de luchtkwaliteit.

[Afdeling 4.5.](#) - Ventilatie

[Onderafdeling 4.5.1.](#) - Mechanische ventilatie

[Art. 41.](#) Installatie van een mechanisch ventilatiesysteem dat voldoet aan de voorwaarden van deze onderafdeling is verplicht om te garanderen dat de normen voor luchtkwaliteit worden nageleefd in de overdekte parkings.

De capaciteit op vol vermogen van het afzuigsysteem, berekend per verdieping, moet ten minste gelijk zijn aan

200 m³/uur per parkeerplaats en het ventilatiesysteem moet de lucht minstens om de 3 uur verversen.

Het ventilatiesysteem moet worden uitgerust met een manueel uitschakel-/inschakelbord voor de DBDMH.

Art. 42. § 1. Het opstarten op vol vermogen van het ventilatiesysteem zal op één van de volgende manieren worden geregeld:

1° Het ventilatiesysteem start volgens een programmeerklok die rekening houdt met de uren van de gebruikers, de naleving van de normen voor de luchtkwaliteit in de parking zoals gedefinieerd in artikel 40, en het rationeel energiegebruik. De klok moet van een batterij voorzien zijn, zodat ze zelfs tijdens of na een stroompanne gedurende ten minste twee uur blijft werken.

2° Het ventilatiesysteem is gekoppeld aan de voorziening voor de bediening van de toegangspoort van de voertuigen of voor het inschakelen van de verlichting van de parking.

De werkingsduur van het ventilatiesysteem wordt zo berekend dat de naleving van de normen voor de luchtkwaliteit in de parking zoals gedefinieerd in artikel 40 altijd wordt gegarandeerd.

3° Het mechanische ventilatiesysteem wordt gestuurd door een detectiesysteem van de CO- en NO₂-concentraties. Deze evaluatie gebeurt per verdieping, op basis van het momentane gehalte koolstofmonoxide en stikstofdioxide dat door elke sonde wordt gemeten. Zodra een van de CO-sensoren een momentaan gehalte van meer dan 50 ppm meet, wordt de ventilatie ingeschakeld. De ventilatie mag niet stoppen voor het momentane CO-gehalte onder de 50 ppm gedaald is. De ventilatie op vol vermogen moet bovendien ten minste 15 minuten werken. Deze procedure moet eveneens worden nageleefd voor NO₂ met een drempelwaarde van 1.000 µg/m³.

§ 2. De mechanische ventilatie van de parkings voor openbare gebruik wordt verplicht gestuurd door een detectiesysteem voor CO en NO₂.

Art. 43. § 1. De kenmerken van de detectie- en meetinstallatie voor CO en NO₂ zijn als volgt:

1° Het gehalte CO en NO₂ wordt doorlopend gemeten door een installatie met vaste sondes.

2° Het voor elke verdieping vereiste aantal sondes wordt volgens de configuratie van de parking bepaald. De oppervlakte die door een sonde wordt bestreken, mag echter nooit groter zijn dan 400 m².

3° De sondes worden als volgt geplaatst:

- a) op ten minste 1,5 meter hoogte;
- b) op goed toegankelijke plaatsen;
- c) verwijderd van elke storingsbron en beschermd tegen weer en wind;
- d) zodanig dat meetfouten als gevolg van een directe toevoer van buitenlucht worden vermeden.

4° De sondes moeten beschermd zijn tegen elke mechanische beschadiging, zonder hun effectiviteit te verminderen.

5° In het geval van een storing of defect van het opstartstelsel moet het mechanische ventilatiesysteem automatisch op maximaal vermogen in werking treden, tot de effectieve herstelling van het opstartstelsel.

§ 2. Elke vaste uitrusting voor de controle van CO en NO₂ die na de inwerkingtreding van dit besluit wordt geïnstalleerd, moet ook voldoen aan de norm EN 50545-1 of aan elke andere equivalente norm.

Art. 44. De ventilatie-installaties worden zodanig ontworpen dat:

1° het ontsnappen van lucht van de parking naar trappenhuisen, gangen, hallen, aangrenzende lokalen of liftkokers wordt vermeden;

2° men ze regelmatig kan controleren en onderhouden en er eventueel werkzaamheden aan kan uitvoeren (demontage, reparatie...).

Art. 45. De toevoer van verse lucht wordt verzekerd door oordeelkundig verdeelde luchtinlaten, in voldoende aantal om het geheel van de parking te bestrijken.

De luchtinlaten worden aangebracht op plaatsen die een goede luchtkwaliteit verzekeren en voldoende ver van de afvoer van vervuilde lucht verwijderd zijn.

In de nieuwe parkings wordt de vervuilde lucht verticaal afgevoerd via het dak en op ten minste 8 meter afstand van alle vensters of luchtinlaten, tenzij de milieuvergunning uitdrukkelijk een andere afvoer toelaat. De openingen voor de afvoer van vervuilde lucht mogen echter in geen geval de voetgangers en/of omwonenden hinderen.

Art. 46. Elke garagebox gebouwd na de inwerkingtreding van huidig besluit moet uitgerust zijn met twee verluchtingsopeningen:

1° één bovenaan, met een oppervlakte van minstens 500 cm² en een hoogte van minstens 15 cm;

2° de andere onderaan, met een oppervlakte van minstens 200 cm².

Deze verluchtingsopeningen verbinden elke garagebox rechtstreeks met de buitenlucht of met een circulatieweg van de parking.

Deze openingen kunnen worden uitgerust met tralies om inbraken te voorkomen.

Er mag geen ventilatieopening zitten in de wanden tussen twee garageboxen.

Art. 47. § 1. Voor ventilatoren die worden geïnstalleerd na de inwerkingtreding van het besluit met een nominaal debiet van 20.000 m³/u of meer, in een parking geïnstalleerd, moeten een of meer specifieke elektrische meters het elektriciteitsverbruik van het volledige ventilatiesysteem van de parking registreren. De meters worden zo geplaatst dat het elektriciteitsverbruik gemakkelijk kan worden opgenomen, ofwel rechtstreeks op de ventilatoren, ofwel op het specifieke elektriciteitsnet van de ventilatoren.

De uitbater moet het elektriciteitsverbruik van het ventilatiesysteem van de parking jaarlijks opnemen. Het

jaarlijkse verbruik en het verschil met het verbruik van het vorige jaar worden genoteerd in het in artikel 56 gespecificeerde register.

§ 2. De ventilatoren die onderworpen zijn aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 juni 2018 betreffende de voor de verwarmingssystemen en klimaatregelingssystemen van gebouwen geldende EPB-eisen bij hun installatie en tijdens hun uitbatingperiode zijn niet onderworpen aan de eisen van § 1.

Onderafdeling 4.5.2. - Natuurlijke ventilatie

Art. 48. Onverminderd andere strengere geldende regelgeving, zijn de vereisten inzake de mechanische ventilatie van de parkings, zoals bedoeld in onderafdeling 4.5.1 van het besluit, niet van toepassing indien de parking voldoet aan artikel 49 of 50 met betrekking tot de natuurlijk geventileerde parkings.

Art. 49. Opdat een overdekte parking als een natuurlijk geventileerde parking zou kunnen worden beschouwd, moet elke verdieping twee tegenoverliggende gevels hebben die aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° deze gevels staan over hun gehele lengte maximaal 60 meter uit elkaar;
- 2° elk van deze gevels bevat openingen waarvan de nuttige oppervlakte minstens 1/6de van de totale oppervlakte van de verticale wanden (binnen- en buitenmuren) van de omtrek van dit niveau beslaat;
- 3° de openingen zijn gelijkmatig verdeeld over de lengte van elk van de twee gevels;
- 4° tussen deze twee gevels zijn eventuele obstakels toegestaan, voor zover de nuttige oppervlakte voor de luchtdoorstroming (rekening houdend met een volledige bezetting van de parkeerplaatsen voor auto's) minstens gelijk is aan de oppervlakte van de openingen die vereist is in elk van deze gevels;
- 5° de horizontale afstand in open lucht tussen deze gevels en elk buitenobstakel (naburig gebouw, berm, kleine binnenplaats enz.) moet ten minste 5 meter bedragen, of 1/4 van de afstand tussen de twee gevels.

Art. 50. De parkings met slechts één ondergrondse verdieping kunnen eveneens als natuurlijk geventileerde parkings worden beschouwd, als ze aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° de parking voorzien is van openingen met een oppervlakte van ten minste 0,15 m² per parkeerplaats;
- 2° de openingen in de plafonds en muren niet meer dan 20 meter van elkaar verwijderd zijn;
- 3° de openingen rechtstreeks of via een koker van maximaal 2 meter lengte met de buitenlucht in verbinding staan.

Indien de parking tussenverdiepingen met parkeerplaatsen heeft, beschouwt men twee opeenvolgende tussenverdiepingen als één verdieping.

Dit artikel kan enkel van toepassing zijn op parkings voor openbaar gebruik indien een studie van de luchtkwaliteit van de parking, overeenkomstig artikel 58, bij het verzoek om afwijking is gevoegd en aantoont dat aan artikel 40 is voldaan.

Onderafdeling 4.5.3. - Afwijking van de standaard ventilatievoorwaarden

Art. 51. Bestaande parkings die voldoen aan de ventilatievoorwaarden van de geldige milieuvergunning mogen afwijken van de voorwaarden van onderafdeling 4.5.1.

Dit artikel kan enkel van toepassing zijn op parkings voor openbaar gebruik indien een studie van de luchtkwaliteit van de parking, overeenkomstig artikel 58, bij het verzoek om afwijking is gevoegd en aantoont dat aan artikel 40 is voldaan.

Art. 52. Voor alle bestaande parkings waarvan de milieuvergunning geen voorwaarden bevat betreffende het ventilatiesysteem en die niet aan de standaard ventilatievoorwaarden voldoen, kan in het kader van de aanvraag of de verlenging van de milieuvergunning een afwijking op deze voorwaarden worden gevraagd.

In dat geval moet er een studie van de luchtkwaliteit in de parking, volgens artikel 58, worden toegevoegd aan de afwijkingsaanvraag. Deze studie kan eveneens worden gevraagd in het kader van de verlenging van de milieuvergunning door de afleverende overheid voor de parkings bedoeld in artikel 51.

Art. 53. Voor de nieuwe parkings die niet aan de standaard ventilatievoorwaarden voldoen, kan in het kader van de aanvraag van de milieuvergunning een afwijking hiervan worden gevraagd. In dat geval moet het verzoek om afwijking samengaan met een modellering van de ventilatie volgens artikel 59, die het mogelijk maakt om het vermogen te beoordelen om aan de normen voor de luchtkwaliteit van artikel 40 te voldoen.

De houder van de vergunning levert de bevoegde overheid aan, binnen de drie maanden na de ingebruikname van de parking, een studie van de luchtkwaliteit in de parking, die aantoont dat de normen voor de luchtkwaliteit van artikel 40 worden geëerbiedigd. Deze studie voldoet aan artikel 58.

Art. 54. Als uit de studieresultaten van de luchtkwaliteit in een parking een afwijking van de in artikel 40 gedefinieerde normen voor de luchtkwaliteit blijkt, moet de ventilatie van de parking worden verbeterd en moet een nalevingsplanning worden voorgelegd aan de bevoegde overheid binnen de 3 maanden.

Binnen een termijn van 18 maanden na deze vaststelling moeten de normen nageleefd zijn en moet een nieuwe studie van de luchtkwaliteit worden uitgevoerd, conform artikel 58. Deze studie moet aantonen dat de normen onder onderafdeling 4.5.1 nageleefd zijn, en moet worden overgemaakt aan de bevoegde overheid.

Onderafdeling 4.5.4. - Controle, onderhoud en werkzaamheden aan de installaties voor de mechanische ventilatie en de bijhorende veiligheidsvoorzieningen

[Art. 55.](#) De ventilatoren bedoeld in het het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 juni 2018 betreffende de voor de verwarmingssystemen en klimaatregelingsystemen geldende EPB-eisen zijn niet onderworpen aan de eisen van artikel 56. Ze garanderen echter het debiet dat wordt opgelegd door de milieuvergunning.

[Art. 56.](#) De ventilatie-installaties worden ten minste eenmaal per jaar door een bevoegde technicus onderhouden en gecontroleerd om het door de milieuvergunning opgelegde debiet te garanderen.

Het attest van het onderhoud en de controle bevat ten minste de datum en een beschrijving van de vaststellingen en van de interventie.

De uitbater houdt een register van het onderhoud en de controles bij. Dit register blijft gedurende een periode van twee jaar ter beschikking van de bevoegde overheid.

[Art. 57.](#) Elk detectie- en meetsysteem voor CO en NO₂ (sensor, analysator en regelsysteem) in de parking wordt ten minste eenmaal per jaar of met de door de fabrikant aanbevolen frequentie onderhouden, afgesteld en gecontroleerd.

De uitbater moet te allen tijde over een onderhoudscontract voor zijn installatie voor CO- en NO₂-controle beschikken, dat hij heeft afgesloten met een gespecialiseerde onderneming.

De houder van de milieuvergunning moet de onderhoudsdocumenten en -facturen die hij ontvangt en het overzicht van de overschrijdingen van de in artikel 40 gedefinieerde luchtkwaliteitsnormen (gemiddelde en momentane concentraties) gedurende twee jaar ter beschikking houden van de toezichthoudende ambtenaar.

[Onderafdeling 4.4.5.](#) - Studie van de luchtkwaliteit

[Art. 58.](#) Elke studie van de luchtkwaliteit in de in dit besluit bedoelde parkings voldoet aan de volgende voorwaarden:

- 1° de studie wordt uitgevoerd tijdens de periodes met maximale activiteit van de parking;
- 2° de studie wordt uitgevoerd door een bevoegd organisme dat zijn deskundigheid inzake relevante opleidingen en/of ervaring moet kunnen staven;
- 3° de meetpunten worden gekozen op de plaatsen met een maximale uitstoot (met uitzondering van zones die niet voor voetgangers toegankelijk zijn, zoals toegangshellingen) of in de a priori slechtst geventileerde zones ('dode' zones...);
- 4° de meetpunten moeten zich op ten minste 1,5 m hoogte bevinden;
- 5° de duur van de metingen moet betrouwbare resultaten mogelijk maken;
- 6° de apparatuur die wordt gebruikt voor meting van de koolmonoxide of de stikstofoxiden voldoet aan norm EN 50545-1 of elke andere gelijkwaardige norm;
- 7° de studie moet besluiten of de voorwaarden onder artikel 40 van dit besluit al dan niet zijn nageleefd.

[Onderafdeling 4.4.6.](#) - Modelleren van de ventilatie

[Art. 59.](#) Elke modellering van de ventilatie van een in dit besluit bedoelde overdekte parking voldoet aan de volgende voorwaarden:

- 1° ze wordt uitgevoerd door een expert met deskundigheid, gelet op de bewezen vorming en/of ervaring, in de modellering van de luchtkwaliteit van parkings;
- 2° ze gebruikt erkende software waarvan de rekenmethodologie beschikbaar is;
- 3° ze is per verdieping gedetailleerd;
- 4° ze is gebaseerd op de in artikel 40 gedefinieerde normen voor de luchtkwaliteit.

[HOOFDSTUK 5.](#) - Slotbepalingen

[Art. 60.](#) § 1. Het besluit treedt in werking vanaf 10 maart 2021.

§ 2. Het besluit van de Regering betreffende de verhouding van de oplaadpunten bedoeld in artikel 21 moet uiterlijk tegen 31 december 2021 worden goedgekeurd.

Dit besluit treedt uiterlijk op 1 januari 2025 in werking.

§ 3. De bestaande parkings voor openbare gebruik hebben drie jaar de tijd vanaf de datum van inwerkingstreding van het besluit om te voldoen aan paragraaf 2 van art. 42.

[Art. 61.](#) De voor Leefmilieu bevoegde Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.